

Défaillance budgétaire

Faure Essozimna Gnassingbé, le nouveau financier du Gabon

En moins d'un mois, le président togolais a foulé le sol gabonais à deux reprises. Si les hautes autorités gabonaises parlent de visites de coopération bilatérale et d'amitié, les langues se délient dans le cercle d'Ali Bongo pour révéler que le président togolais est celui qui paie aujourd'hui une partie des salaires des fonctionnaires gabonais. Entre despotes héréditaires et héritiers, il faut bien s'entraider non !

Georges Ogandaga

Le 27 septembre dernier, Faure Essozimna Gnassingbé était parmi les rares présidents ayant pris part à la cérémonie d'investiture à la hussarde du président désigné par la Cour constitutionnelle de dame Marie-Madeleine Mborantsuo. Sur le coup, les premiers commentaires ont rapidement glosé sur une proximité fraternelle entre Ali Bongo et Faure Essozimna Gnassingbé, du fait de leur position commune d'héritier du fauteuil présidentiel (l'un au Gabon, l'autre au Togo). Quelques semaines après cette première visite, le président togolais s'est à nouveau présenté au Gabon, le 18 octobre dernier, pour,



En moins d'un mois, Faure Essozimna Gnassingbé est venu au Gabon, tisser des accords occultes avec Ali Bongo.

Crise économique

Gabon : le gouvernement préparerait-il l'opinion publique à une faillite imminente ?

Le 02 novembre dernier, s'est réuni, au siège de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) de Libreville, le comité monétaire et financier national, sous l'égide de Régis Immongault, ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement, Mathias Otounga Ossibadjou, ministre du Budget et des Comptes



Les fonctionnaires gabonais sont dorénavant payés par le Togo.

selon les informations rendues publiques par la présidence de la République, discuter « de la charte intervenue à Lomé le 15 octobre dernier à l'occasion du sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique », réunion qu'Ali Bongo avait manquée, craignant un coup d'Etat en son absence du pays.

Mais, d'après plusieurs sources tapies dans les entrailles de la présidence de la République, la nouvelle profonde amitié entre les deux fils à papas s'explique par un accord d'aide financière tissé entre les deux pays. Il est connu que les caisses de l'Etat gabon

se sont asséchées à cause des dépenses démesurées du premier septennat de l'enfant-roi, qui a profité des deniers publics pour réaliser ses plus pieux rêves. Avec la crise du secteur pétrolier depuis 2015, les finances du Gabon sont au rouge. Selon certaines indiscretions, les salaires des fonctionnaires sont payés, depuis les premiers mois de 2016, par Total et Perenco. Sauf que le montant des dépenses commence à être assez lourd pour les deux géants du pétrole au Gabon. Leurs responsables respectifs auraient signifié au président de la République l'amortissement de ces sorties occultes d'argent. En clair,

Perenco et Total ne paieront plus que la moitié des charges de la masse salariale des fonctionnaires gabonais. Quid de l'autre moitié ? C'est à ce niveau qu'intervient Faure Essozimna Gnassingbé.

Depuis la crise à la Postbank et les incertitudes de paiement des salaires, la grogne monte dans toutes les villes du Gabon. Le mois dernier, à la surprise générale, les fonctionnaires payés à la PostBank ont été orientés à Ecobank pour entrer en possession de leur dû. Or, Ecobank est une banque togolaise présente dans plusieurs pays d'Afrique. Une source révèle que Faure Essozimna Gnassingbé est un actionnaire de premier plan de cette banque. Ce qui explique que le président togolais est venu au Gabon pour négocier le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Etat. En gros, c'est donc le Togo, à travers sa banque Ecobank, qui assure actuellement la rémunération d'une partie de l'effectif des fonctionnaires gabonais. Incroyable !!! Assurément, le Gabon a vraiment touché le fond. Les accords d'entraide, tissés occultement entre Ali Bongo et Faure Essozimna Gnassingbé, ne viendront qu'assombrir davantage la situation financière du pays.